

**POLE CITOYENNETE ET COHESION SOCIALE  
DIRECTION DES RESSOURCES ET DE L'OFFRE  
MEDICO-SOCIALE**

Ref : 74678

## ARRETE

**Le Président du Conseil Départemental du Loiret**

### **Arrêté modificatif fixant le tarif 2023 de l'établissement « Village d'Enfants » à AMILLY géré par la Fondation Action Enfance**

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles R 351-1 à R 351-40 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la publication des délibérations du Département du Loiret en date du 6 février 2023 relative au vote du budget primitif 2023,

Vu les propositions budgétaires émises par le gestionnaire pour l'exercice 2023 et transmises au Département du Loiret en date du 30 octobre 2022,

Vu le rapport budgétaire transmis par le Département du Loiret en date du 17 novembre 2023 au titre de l'année 2023,

Vu les observations formulées par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement en date du 27 novembre 2023,

Vu l'arrêté n°74626 en date du 27 novembre 2023 fixant les tarifs du Village d'Enfants à AMILLY géré par la Fondation Action Enfance

Sur proposition du Directeur général des services départementaux,

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°74626 en date du 27 novembre 2023.

**Article 2** Pour l'exercice budgétaire 2023, les recettes et dépenses prévisionnelles de l'établissement « Village d'Enfants », sis 363 rue Gérard Philippe à Amilly, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Total en €
<b>Dépenses</b>	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	889 598,00	6 462 986,00
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	4 577 041,00	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	996 347,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I - Produits de la tarification	6 339 047,95	6 382 474,95
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	16 511,00	
	Groupe III - Produits financiers et non encaissables	26 916,00	
<b>Résultat incorporé</b>	Excédent	80 511,05	80 511,05
	Déficit		

**Article 3** Le prix de journée moyen 2023 de l'établissement « Village d'Enfants », sis 363 rue Gérard Philippe à AMILLY, est fixé à **164,59 euros**. Compte tenu de la date de notification du tarif, le prix de journée est fixé à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023 à **236,02 euros**.

**Article 4** Dans l'attente de la fixation du prix de journée 2024, le prix de journée applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 correspond au prix de journée moyen 2023, soit **164,59 euros**.

**Article 5** Cette décision peut être contestée dans un délai d'un mois à compter de la réception de la notification par les personnes auxquelles elle a été notifiée ou de sa publication par les tiers en formulant :

- un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Département du Loiret,
- un recours contentieux qui doit être porté devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANTES, Cour administrative d'appel de Nantes, 2 place de l'Edit de Nantes - BP 18529 - 44185 NANTES CEDEX 04.

**Article 6** Monsieur le Directeur général des services départementaux et Monsieur le Président de la Fondation Action Enfance sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

**Article 6** Monsieur le Directeur général des services départementaux et Monsieur le Président de la Fondation Action Enfance sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ils recevront ampliation et qui sera publié au Bulletin officiel du Département du Loiret.

Fait à ORLEANS, le **06 DEC. 2023**

Pour le Président et par délégation,

Jean-Luc MONFORT  
Responsable du Service Expertise Financière  
Pôle citoyenneté et cohésion sociale

**Voies et délais de recours :**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Président du Conseil Départemental - Département du Loiret - 45945 ORLEANS, dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle toutes les formalités de publicité prévues au présent arrêté auront été accomplies ou d'un recours contentieux formé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, sis 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1, ou via l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle toutes les formalités de publicité prévues au présent arrêté auront été accomplies*